

---

**VERS UN**  
**ACCORD SUR**  
**L'ÉNERGIE**  
**PROPRE**

---

*Comment et pourquoi une stratégie  
énergétique canadienne pourrait accélérer  
la transition nationale vers une économie  
sobre en carbone*

---

# TABLE DES MATIÈRES

---

<b>PRÉFACE</b>	3
<b>1. LE MOMENT EST VENU DE FAIRE PREUVE DE LEADERSHIP</b>	4
<b>2. LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE AU CANADA</b>	5
<i>2.1 Une occasion valant 3 billions de dollars</i>	5
<i>2.2 Des emplois qui rapportent</i>	8
<i>2.3 Il n'y a plus de temps à perdre</i>	10
<i>2.4 Études de cas</i>	12
<b>3. PRIORITÉS ET PRINCIPES DIRECTEURS POUR UNE STRATÉGIE CANADIENNE EN MATIÈRE D'ÉNERGIE</b>	13
<i>3.1 Principes directeurs pour une stratégie canadienne en matière d'énergie</i>	14
<i>3.2 Cadre global pour une stratégie canadienne en matière d'énergie</i>	15
<i>A. Les emplois, la prospérité et la réduction des émissions de carbone</i>	15
<i>B. L'élimination du gaspillage d'énergie</i>	15
<i>C. L'innovation en matière d'énergie</i>	16
<i>D. L'approvisionnement en énergies propres</i>	16
<i>E. La création de collectivités où il fait bon vivre</i>	17
<i>F. L'accent sur le transport</i>	17
<i>G. Le financement de la transition énergétique</i>	18
<b>4. CONCLUSION : UN PROJET D'ACCORD SUR L'ÉNERGIE PROPRE</b>	20
<b>NOTES EN FIN DE TEXTE</b>	21

Jun 2012

# PRÉFACE

Axé sur la collaboration et la recherche de solutions, le présent document constitue un appel lancé aux gouvernements provinciaux et autochtones du Canada pour les encourager à prendre la responsabilité et à saisir l'occasion d'élaborer une stratégie énergétique ambitieuse pour le pays.

Au printemps 2012, afin d'apporter une contribution utile aux discussions en cours au Canada à propos de la forme et de la portée que pourrait prendre une telle stratégie, Tides Canada a organisé une série d'ateliers partout au pays. Des leaders d'opinion représentant des entreprises, des établissements universitaires, des syndicats et des organismes non gouvernementaux se sont réunis pour participer à l'élaboration d'un cadre visant à favoriser la transition du Canada vers une économie propre.

Le présent document présente les occasions et les impératifs de la transition énergétique et rappelle les principes sur lesquels doit reposer toute stratégie canadienne en matière d'énergie. Il décrit également les grandes priorités stratégiques qui devraient être adoptées selon la majorité des leaders.

En résumé, des participants des différents secteurs s'entendent pour dire que le Canada devrait miser sur

## LE CANADA DEVRAIT MISER SUR UN MODÈLE ÉNERGÉTIQUE ADAPTÉ AU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE.

un modèle énergétique adapté au XXI<sup>e</sup> siècle. Selon eux, la transition mondiale vers les énergies propres et renouvelables représente une occasion importante pour le pays. Ils insistent sur le fait que tout plan visant à renforcer la coopération entre les provinces en matière d'énergie doit intégrer la question des gaz à effet de serre—souvent négligée lors des discussions sur les politiques énergétiques au Canada—et préparer le pays à demeurer concurrentiel pendant et après l'incontournable transition mondiale vers les sources d'énergie à faibles émissions de carbone.

*Vers un accord sur l'énergie propre* fait fond sur le document *A New Energy Vision for Canada*, fruit d'un travail concerté visant à dresser un portrait de la prospérité du Canada. Ce texte a reçu l'appui de plus de 150 entreprises, organismes et gouvernements locaux représentant les intérêts de plus de cinq millions de Canadiens.<sup>1</sup>



# 1. LE MOMENT EST VENU DE FAIRE PREUVE DE LEADERSHIP

Au Canada, l'élaboration d'une stratégie énergétique ambitieuse n'est pas seulement une responsabilité pour les têtes dirigeantes : c'est aussi une initiative qui créera des débouchés économiques à l'échelle du pays.

Au cours des deux dernières années, plusieurs associations de l'industrie des énergies traditionnelles, des groupes de réflexion, des leaders d'opinion, des universitaires et des organisations de la société civile ont donné leur appui à l'idée de renforcer la coopération et la coordination entre les provinces en matière d'énergie. Selon de récents sondages, cette idée trouve un écho parmi les citoyens. En effet, selon une enquête nationale menée auprès de plus de 1 400 Canadiens, 92 % des répondants étaient d'avis que l'élaboration d'une stratégie énergétique nationale devrait être une priorité publique. Ajoutons que plus de 70 % des répondants estimaient qu'une telle stratégie devrait absolument viser à réduire notre dépendance envers les énergies non renouvelables.<sup>2</sup>

Nous pensons que l'élaboration d'une stratégie énergétique canadienne sera à l'ordre du jour de la rencontre du Conseil de la fédération, à laquelle participeront les premiers ministres des provinces à Halifax, en Nouvelle-Écosse. Le sujet pourrait aussi être

abordé lors d'une réunion des ministres responsables de l'énergie qui aura lieu plus tard à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard.

Nous demandons aux dirigeants fédéraux, provinciaux et autochtones de saisir cette occasion. S'il est élaboré dans les règles de l'art, un accord stratégique sur l'énergie conclu entre les provinces pourrait :

- Tracer la voie à suivre pour régler plusieurs conflits importants en matière d'énergie sans porter atteinte aux privilèges constitutionnels du gouvernement fédéral et des administrations provinciales et autochtones;
- Préciser quand et comment le Canada abandonnera son panier d'énergies actuel pour favoriser la réduction des émissions de carbone;
- Constituer le plan que le Bureau du vérificateur général du Canada a récemment recommandé d'échafauder pour permettre au Canada d'être prospère et de créer de l'emploi tout en remplissant ses engagements quant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre;
- Représenter une excellente occasion pour les entreprises,

les gouvernements et la société civile de s'attaquer à l'un des problèmes les plus stimulants de notre époque : diversifier et renforcer notre économie pour assurer la prospérité à long terme tout en relevant d'importants défis environnementaux.

Nous sommes d'accord avec la première ministre de l'Alberta, Alison Redford, qui a récemment dit au Club économique du Canada, à Toronto : « Le moment est venu de montrer aux autres comment le Canada peut être un chef de file mondial sur tous les plans, y compris l'approvisionnement en énergie, l'innovation, l'efficacité, ainsi que le recours aux énergies propres et la lutte contre les changements climatiques.<sup>3</sup> »

Nous partageons également le point de vue de David Emerson, ancien ministre fédéral du Commerce international. L'année passée, la première ministre de l'Alberta l'a invité à présider le Premier's Council on Economic Strategy et lui a demandé de rédiger un rapport sur l'avenir de l'Alberta. Dans ce rapport, il dit : « Nous devons nous préparer au remplacement quasi inévitable de l'exploitation des sables bitumineux par des méthodes plus économiques et produisant moins d'émissions. Oui, nous avons du pétrole lourd à vendre, mais presque aucun acheteur intéressant. »<sup>4</sup>

# 2. LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE AU CANADA



## 2.1 UNE OCCASION VALANT 3 BILLIONS DE DOLLARS

---

Un virage énergétique s'opère à l'échelle mondiale. C'est le début d'un passage nécessaire, où les combustibles fossiles dont nous dépendons actuellement, entre autres, pour nous déplacer et nous chauffer, sont délaissés au profit de sources d'énergie propres, sécuritaires, renouvelables et locales qui pourront satisfaire indéfiniment la majorité

de nos besoins. Cette « transition énergétique » ne sera pas immédiate; cependant, elle est plus proche que beaucoup d'entre nous le pensent. Dans les quelques décennies à venir, elle modifiera radicalement la façon dont les gens vivent, travaillent et se déplacent.

Comparativement à de nombreuses collectivités et à de nombreux pays d'Europe, au Canada, on voit peu de signes de la transition énergétique. En effet, on utilise encore le charbon et le pétrole pour éclairer la majeure partie des Maritimes, et l'économie des provinces de l'Ouest est dominée par les ressources pétrolières, qui permettent à des millions de gens au Canada et à l'étranger de se déplacer, d'avoir un foyer confortable et de disposer d'eau chaude.

Cependant, au-delà de nos frontières, des indices clairs montrent qu'un virage est en train de s'opérer, un virage qui pourrait avoir des conséquences profondes pour notre pays :

- En 2010, à l'échelle mondiale, les investissements de capitaux privés dans les énergies renouvelables (187 milliards de dollars) ont dépassé les investissements dans la production d'électricité à partir du gaz naturel, du pétrole et du charbon (157 milliards de dollars)<sup>5</sup>
- L'an dernier, le marché mondial des technologies propres a atteint 1 billion de dollars.<sup>6</sup>
- Au total, plus de 3,5 millions de personnes travaillent dans le

secteur mondial des énergies renouvelables. En Chine seulement, ce secteur emploie plus d'un demi-million de travailleurs, et en Allemagne, plus de 370 000.<sup>7</sup> L'industrie solaire des États-Unis, quant à elle, fait travailler plus de 100 000 personnes.<sup>8</sup>

- Malgré les besoins énergétiques grandissants de la Chine, cette dernière s'efforce de réduire sa dépendance envers le pétrole. Selon une estimation faite récemment par le gouvernement chinois, le pays dépensera 313 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années en vue d'instaurer une économie fondée sur la réduction des émissions de carbone.<sup>9</sup>
- La demande en essence stagne, et des données semblent indiquer que les jeunes Américains se désintéressent de l'automobile. En effet, entre 2001 et 2009, le nombre moyen de milles parcourus annuellement par les jeunes Américains a chuté de 23 %.<sup>10</sup> Le pays remet même en question sa dépendance envers le pétrole brut lourd.<sup>11</sup>
- Au troisième trimestre de 2011, les entreprises des États-Unis ont obtenu 599 brevets pour des technologies liées à l'énergie solaire, à l'énergie éolienne, aux véhicules hybrides et électriques, aux piles à combustible, à l'hydroélectricité, à l'énergie marémotrice, à l'énergie géothermique, à la bioénergie et aux biocombustibles, ainsi

qu'à d'autres énergies propres et renouvelables—un sommet depuis 2002. (Dans la même période, les entreprises canadiennes ont obtenu 10 brevets.)<sup>12</sup>

- Malgré la crise de l'endettement qui sévit dans certaines parties de l'Europe, cette dernière continue d'investir dans les énergies propres. Cette région a atteint ses objectifs de 2010 quant aux énergies renouvelables et est en voie d'obtenir des résultats 20 % supérieurs à ses objectifs pour 2020.<sup>13</sup> Par ailleurs, l'an dernier, près de 70 % des nouvelles installations énergétiques d'Europe produisaient de l'énergie renouvelable.
- L'Australie, la Corée du Sud, le Mexique, la Californie ainsi que plusieurs autres États et régions sont en train de fixer un prix pour le carbone à l'échelle de l'économie, s'apprêtent à le faire ou sont sur le point d'adopter des lois exhaustives concernant le climat.

Bloomberg New Energy Finance s'attend à ce que les investissements mondiaux dans les projets liés aux énergies renouvelables atteindront 395 milliards de dollars américains en 2020 et 460 milliards de dollars américains en 2030.<sup>14</sup>

Si on va au-delà des infrastructures et des technologies liées aux énergies renouvelables et si on envisage entre autres le transport durable, l'efficacité et la récupération des ressources—un marché de biens et de services

---

## LES INVESTISSEMENTS MONDIAUX DANS LES PROJETS LIÉS AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES ATTEINDRONT 395 MILLIARDS DE DOLLARS AMÉRICAINS EN 2020 ET 460 MILLIARDS DE DOLLARS AMÉRICAINS EN 2030.

---



---

## LE CANADA PEUT ET DOIT OBTENIR UNE PLUS GRANDE PART DU MARCHÉ MONDIAL DES BIENS ET DES SERVICES PROPRES.

---

axés sur la réduction des émissions de carbone qu'on regroupe sous l'appellation *secteur des technologies propres*, les perspectives sont beaucoup plus larges.

Selon la Canadian Clean Technology Coalition, la part du Canada dans le marché mondial des technologies propres se chiffre à 9 milliards de dollars, soit un peu moins de 1 % du marché, tandis que la part du PIB mondial du Canada avoisine plutôt les 2 %.<sup>15</sup> Le Canada est à la remorque de la transition mondiale vers les technologies propres. Pendant ce temps, le marché mondial des énergies propres pourrait atteindre 3 billions de dollars en 2020.

Un document de travail récent de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE), *Planification de la prospérité—Établissement du plan de croissance à faibles émissions de carbone pour le Canada*,<sup>16</sup> cerne diverses activités en amont et en aval dans le marché des



biens et des services propres. Elles comprennent l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'hydroélectricité, l'énergie géothermique, la biomasse, les biocombustibles avancés, les procédés industriels, les bâtiments et les véhicules écoénergétiques.

Les recherches de la TRNEE ont notamment démontré que le secteur des véhicules éconergétiques est celui qui possède le plus grand potentiel de croissance. Grâce à des politiques ciblées, le secteur manufacturier canadien pourrait redevenir une industrie de haute technologie prospère.

D'après les recherches préliminaires de la TRNEE, le marché mondial des biens et des services propres totalise environ 2 billions de dollars, et la part du Canada dans ce marché

se chiffre approximativement à 10 milliards de dollars—une estimation proche de celle de la Canadian Clean Technology Coalition. Cette part ne représente que 0,5 % du marché mondial, ce qui est beaucoup plus faible que celle du Canada dans l'économie mondiale, qui s'établit à 1,8 %.

Dans son analyse, la TRNEE estime que si la tendance se maintient, le marché canadien des biens et des services propres connaîtra une forte croissance d'ici 2050, et que le rythme de croissance du secteur correspondra approximativement au double de celui de l'ensemble de l'économie.

Au fond, la question est la suivante : « Comment nous positionnerons-nous? »

Nous sommes d'avis que le Canada peut et doit obtenir une plus grande part du marché mondial des biens et des services propres. Nous pouvons et devons tirer parti de la conjoncture actuelle pour créer la nouvelle économie énergétique à laquelle nous aspirons en tant que citoyens et consommateurs. Le Canada peut compter sur un remarquable esprit d'entreprise, un passé riche en innovations, d'abondantes ressources renouvelables comme les énergies éolienne, solaire, hydroélectrique et géothermique, un système financier stable, un secteur des technologies propres bien établi et d'excellentes universités axées sur la recherche. On trouve également dans plusieurs provinces canadiennes des plaques tournantes des technologies propres et la capacité de produire de l'énergie renouvelable grâce à des cadres politiques favorables.

Ajoutons que le Canada dispose d'importantes réserves de pétrole et de gaz. Nous savons également que le secteur des combustibles fossiles emploie aujourd'hui des centaines de milliers de personnes et qu'il finance entre autres des écoles et des hôpitaux partout au pays.

Les combustibles fossiles continueront probablement d'occuper une place importante dans notre système énergétique pour de nombreuses années. Cependant, nous sommes d'avis que le secteur des énergies traditionnelles a une réelle occasion d'aider le pays à demeurer concurrentiel et prospère dans un monde qui, grâce à l'innovation et à

la réglementation, sera nettement moins dépendant des produits à base de carbone. Le Canada doit tabler sur des politiques et des programmes visant à mettre de l'avant ces occasions liées aux énergies propres.

## 2.2 DES EMPLOIS QUI RAPPORTENT

Le secteur des combustibles fossiles attire actuellement des travailleurs de toutes les provinces et de tous les territoires, procurant une stabilité

financière à beaucoup de Canadiens et à leur famille. Cependant, des signes de plus en plus nombreux montrent que les secteurs des énergies renouvelables et des technologies propres peuvent créer un nombre considérable d'emplois moins vulnérables aux cycles d'expansion et de ralentissement qui caractérisent les économies essentiellement primaires. À court terme, il y a aussi un fort potentiel de création d'emplois à valeur ajoutée dans les filières énergétiques existantes.

Selon une recherche menée par la Brookings Institution, les emplois des secteurs propres de l'économie sont souvent plus axés sur la fabrication et l'exportation. L'organisme conclut que







ces emplois sont mieux rémunérés et offrent de meilleures perspectives aux travailleurs de spécialisation faible ou moyenne.<sup>17</sup>

De plus, une étude du marché américain réalisée par la BlueGreen Alliance en 2009 a révélé que 70 à 75 % de la main-d'œuvre nécessaire à la construction d'un panneau solaire ou d'une éolienne ordinaire est affecté à la fabrication des pièces.<sup>18</sup> Il suffirait d'appliquer les bonnes politiques pour pouvoir bâtir cette chaîne d'approvisionnement dans les provinces canadiennes, comme nous le voyons maintenant en Ontario. En effet, depuis l'adoption de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte et l'économie verte* de l'Ontario, plus de 20 fabricants du secteur des énergies propres ont annoncé qu'ils planifiaient s'installer dans la province pour étendre leurs activités. C'est d'ailleurs en partie grâce aux prescriptions législatives sur la teneur en éléments d'origine nationale que Canadian Solar, qui figure parmi les dix plus grands fabricants de panneaux solaires au monde, a ouvert une grande usine de fabrication de panneaux solaires employant 500 travailleurs à Guelph, en Ontario. L'Allemagne, qui s'est rapidement imposée comme chef de file en matière d'énergies propres, compte déjà plus de 380 000 emplois dans le secteur des énergies renouvelables.

Voilà de nombreuses années que des données lient les technologies propres à une forte croissance de l'emploi. En 2006, une enquête de référence réalisée par l'Université de Californie à

Berkeley a révélé que les technologies liées aux énergies renouvelables ont créé en moyenne plus d'emplois par mégawatt produit et par dollar investi que les secteurs du gaz naturel et du charbon.<sup>19</sup>

Nous devons trouver des moyens d'aider les Canadiens à profiter des emplois qu'amène le nouveau contexte énergétique—par exemple, en leur offrant des occasions de formation et de recyclage professionnels. Si les provinces prennent les décisions et adoptent les politiques qui s'imposent, le Canada pourrait un jour montrer au monde entier comment la main-d'œuvre d'une économie de ressources est en majeure partie passée à un modèle énergétique adapté au XXI<sup>e</sup> siècle.

## 2.3 IL N'Y A PLUS DE TEMPS À PERDRE

---

Ces recommandations combinent une vision à court terme et une vision à long terme. La transition énergétique s'opérera sur des dizaines d'années—les objectifs relatifs aux énergies renouvelables et à la réduction des émissions de carbone sont souvent fixés pour 2050—mais notre appel aux dirigeants porte sur les mesures à court terme visant à guider le pays vers une économie énergétique propre.

Les risques auxquels nous nous exposons en remettant à plus tard ces investissements et ces politiques dépassent la simple perte d'une occasion. Nous pourrions non seulement être écartés de l'économie énergétique de l'avenir, mais aussi avoir peine à remplacer et à payer les emplois et les services sociaux qui sont actuellement financés grâce aux combustibles fossiles.

Nous compromettrons également la subsistance des Canadiens si nous ne tenons pas compte des répercussions bien documentées des changements climatiques. À l'issue de travaux de modélisation économique menés par la TRNEE, cette dernière conclut que les changements climatiques pourraient





coûter 5 milliards de dollars par année au pays d'ici 2020. Les répercussions se manifesteront par des problèmes d'approvisionnement forestier en Colombie-Britannique, des inondations plus fréquentes dans les régions côtières des provinces de l'Atlantique et une flambée des coûts en santé publique à Toronto, à Montréal, à Vancouver et à Calgary en raison des vagues de chaleur.<sup>20</sup>

Dans son rapport annuel publié en avril 2012, le directeur général adjoint de l'Agence internationale de l'énergie, habituellement conservatrice, applaudit le développement accru des énergies renouvelables, mais prévient que le virage ne s'opère pas assez rapidement :

*Les émissions de CO<sub>2</sub> liées à la production d'énergie atteignent*

*des niveaux sans précédent; dans le cadre politique actuel, nous estimons que la consommation d'énergie et les émissions de CO<sub>2</sub> augmenteront d'un tiers d'ici 2020 et doubleront pratiquement d'ici 2050. Cela pourrait faire augmenter les températures sur la planète de 6°C ou plus. De telles conséquences pourraient mettre les générations futures dans une situation difficile sur les plans de l'économie, de l'environnement et de la sécurité énergétique : un héritage que personne d'entre nous ne veut laisser, j'en suis convaincu.<sup>21</sup>*

L'Agence affirme qu'en l'absence de décisions politiques et d'investissements importants, l'occasion de limiter le réchauffement de la planète à 2°C sera perdue d'ici 2017.<sup>22</sup>

Le Canada fait partie des dix plus grands émetteurs de gaz à effet de serre et est responsable de 1,8 % des émissions directes à l'échelle mondiale. En ne diversifiant pas notre économie, nous risquons d'être gravement touchés par les politiques climatiques et énergétiques mondiales. Comme nous l'avons souligné ci-dessus, de nombreux indicateurs portent à croire que le reste du monde s'efforce vigoureusement de faire adopter des politiques énergétiques en vue de dessiner et de bâtir l'avenir de l'énergie, des politiques axées sur des sources d'énergie locales, propres et illimitées. Au Canada, nous devons faire la même chose, soit nous protéger des risques et commencer immédiatement à tabler sur des politiques qui accéléreront notre transition énergétique.

## 2.4 ÉTUDES DE CAS

Certains observateurs considèrent le Canada comme un cas unique, car notre sol renferme d'énormes réserves de combustibles fossiles—des ressources actuellement essentielles pour l'économie mondiale. Cependant, d'autres pays possédant d'abondantes ressources en carbone sont en train d'investir massivement pour diversifier leur filière énergétique et se préparer à un avenir sobre en carbone.

L'Arabie saoudite, par exemple, investira 100 milliards de dollars dans les énergies renouvelables au cours des vingt prochaines années pour

produire 41 GWh d'électricité—le tiers de ses besoins—à l'aide de panneaux solaires photovoltaïques d'ici 2032. Le royaume compte principalement utiliser cette énergie pour réduire sa dépendance envers les usines de dessalement alimentées au pétrole. Ces investissements font partie d'une stratégie visant à mettre davantage l'accent sur la production d'énergie renouvelable ainsi qu'à favoriser la création d'emplois et l'innovation technologique.<sup>23</sup>

La Norvège nous offre un autre exemple : en 1990, après avoir découvert d'importants gisements marins de pétrole, elle a créé le Government Pension Fund Global pour gérer les revenus générés par ces ressources. Le ministère des Finances de la Norvège verse les revenus pétroliers dans le

fonds et en détermine la stratégie d'investissement. Actuellement, la valeur marchande du fonds est d'environ 590 milliards de dollars canadiens.<sup>24, 25</sup>

Par ailleurs, la Chine, le plus grand consommateur de charbon au monde, est en train de créer une série de zones de développement à faibles émissions de carbone. Ces zones reposeront sur le succès qu'a connu le pays grâce à ses zones économiques spéciales, des régions géographiques régies par des lois économiques plus libérales que le reste de la Chine. C'est d'ailleurs à ce modèle qu'on attribue la fulgurante croissance économique du pays. Les nouvelles zones serviront de terrains d'essai pour la grande transformation économique nécessaire à la réduction des émissions de carbone.<sup>26</sup>



# 3. PRIORITÉS ET PRINCIPES DIRECTEURS POUR UNE STRATÉGIE CANADIENNE EN MATIÈRE D'ÉNERGIE



Certaines provinces canadiennes ont fait preuve de leadership quant à la réduction des émissions de carbone. Par exemple, la Colombie-Britannique, le Québec et l'Alberta ont fixé un prix pour le carbone, l'Ontario a adopté la *Loi de 2009 sur l'énergie verte et l'économie verte*, et la Nouvelle-Écosse a mis en œuvre un programme de tarification incitative. De plus, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick ont été reconnus comme des chefs de file nationaux en matière d'efficacité énergétique.

Toutefois, le Canada dans son ensemble doit en faire plus pour accélérer le passage à l'économie qui reflète nos souhaits et nos besoins futurs. Pour ce faire, une stratégie

canadienne en matière d'énergie pourrait être un levier efficace dans la transition énergétique du Canada, à condition bien sûr qu'elle s'appuie sur les bons objectifs, les bons principes et les bonnes priorités.

Les millions de Canadiens qui ont donné collectivement leur appui à *New Energy Vision for Canada* s'entendaient pour dire que toute stratégie ou tout cadre en matière d'énergie doit respecter cinq principes directeurs. Après avoir consulté l'an dernier plusieurs organismes qui travaillent à l'élaboration d'un cadre national en matière d'énergie pour le Canada, nous avons mis à jour les principes suivants.

---

**LE CANADA DANS  
SON ENSEMBLE DOIT  
EN FAIRE PLUS  
POUR ACCÉLÉRER LE  
PASSAGE À L'ÉCONOMIE  
QUI REFLÈTE NOS  
SOUHAITS ET NOS  
BESOINS FUTURS.**

---

## 3.1

# PRINCIPES DIRECTEURS POUR UNE STRATÉGIE CANADIENNE EN MATIÈRE D'ÉNERGIE

Nous croyons que tout cadre en matière d'énergie visant à faire en sorte que le pays demeure prospère et concurrentiel dans le nouveau contexte énergétique doit respecter les principes suivants :



### LA SÉCURITÉ ÉNERGETIQUE

*Fournir aux citoyens des services énergétiques abordables, accessibles, fiables, viables et efficaces sans hypothéquer les générations futures.*



### LES EMPLOIS ET LA PROSPÉRITÉ

*Miser sur les abondantes ressources renouvelables et non renouvelables du Canada afin d'augmenter notre part du marché mondial des biens et des services propres et de favoriser la création d'emplois, les investissements et l'innovation.*



### LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ENVIRONNEMENT

*Atténuer les conséquences des changements climatiques en réduisant les émissions de carbone au niveau et au rythme préconisés par la communauté scientifique canadienne et internationale. Préserver et restaurer la qualité de l'air, des terres et de l'eau en prévoyant des études environnementales rigoureuses et en établissant des limites absolues aux effets cumulatifs sur les écosystèmes.<sup>27</sup>*

## CADRE POUR UNE STRATÉGIE CANADIENNE EN MATIÈRE D'ÉNERGIE

De plus, les leaders souhaitent que la stratégie énergétique du Canada repose sur un cadre global afin que nous cernions tous les enjeux importants et pertinents, y compris l'emploi, la prospérité, la protection des écosystèmes—la protection de la forêt boréale, un puits de carbone de calibre mondial—la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la diminution de notre consommation d'énergie.

### A. LES EMPLOIS, LA PROSPÉRITÉ ET LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE CARBONE

L'économie sobre en carbone est le secteur d'emploi affichant la croissance la plus rapide dans les pays développés. Les bonnes politiques peuvent mener à la création d'emplois stables et stimulants qui n'aggravent pas les changements climatiques, ne nuisent pas à la santé publique et ne menacent pas notre air, nos terres et notre eau. De telles perspectives protégeraient également les travailleurs canadiens des cycles d'expansion et de ralentissement qui caractérisent l'économie actuelle du pays. Des travaux de modélisation économique démontrent que la croissance de l'emploi au Canada serait forte et constante si le prix du carbone était modéré.

Le gouvernement fédéral et les administrations provinciales et autochtones pourraient mobiliser des ressources supplémentaires en formation, en recyclage professionnel et en éducation. Nous pouvons et devons une fois pour toutes détruire le mythe de l'incompatibilité entre l'emploi et l'environnement.

### B. L'ÉLIMINATION DU GASPILLAGE D'ÉNERGIE

Un grand nombre d'occasions permettant de réduire le gaspillage d'énergie et d'améliorer l'efficacité de notre filière énergétique s'offre au Canada. Le gouvernement fédéral pourrait jouer un rôle de chef de file et de coordonnateur en matière d'efficacité énergétique auprès des autres gouvernements en établissant des objectifs, en accélérant l'adoption de normes sur le rendement

énergétique des produits et en stimulant le marché de l'efficacité à l'aide de l'approvisionnement. L'amélioration des normes de rendement pourrait grandement favoriser l'évolution des technologies énergétiques que nous utilisons dans nos maisons, nos bâtiments, nos collectivités, notre secteur industriel, nos appareils électroniques, nos appareils électroménagers et nos réseaux de transport.





### C. L'INNOVATION EN MATIÈRE D'ÉNERGIE

Notre histoire et notre expérience nationale nous montrent que tous les secteurs importants établis au Canada—dont les sables bitumineux, l'uranium, l'automobile, l'aérospatiale et les communications—ont pu devenir concurrentiels à l'échelle internationale grâce à l'appui du gouvernement. Il en va de même pour les biens et les services à faibles émissions de carbone : les gouvernements doivent appuyer l'innovation dans ce secteur à l'aide de diverses politiques.

Ils pourraient entre autres offrir du financement provisoire avant l'étape de commercialisation, définir des politiques d'approvisionnement en biens et en services canadiens à faibles émissions et bonifier le soutien offert aux entreprises en phase de développement initiale ou intermédiaire. Par ailleurs, les gouvernements pourraient mobiliser

des ressources supplémentaires en formation, en recyclage professionnel et en éducation. En adoptant des politiques ciblées, le Canada peut augmenter sa part du marché mondial des biens et des services propres, dont la croissance se chiffre à 1 billion de dollars par année.

### D. L'APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIES PROPRES

Toute stratégie canadienne en matière d'énergie doit nous préparer à un avenir axé sur la réduction des émissions de carbone, mais aussi viser à réduire progressivement les émissions de gaz à effet de serre et d'autres polluants associés à la production d'électricité et à l'utilisation de combustibles fossiles. Les mécanismes liés au marché ne constituent pas le seul outil efficace à la réduction de la pollution : il y a aussi la réglementation. Or, les règlements sur les centrales au charbon proposés par le gouvernement fédéral ne lui

permettront pas d'atteindre sa cible annoncée, qui consiste à ce que 90 % de l'électricité provienne de sources non polluantes d'ici 2020. Les mesures provinciales comme le Programme de tarifs de rachat garantis de l'Ontario contribuent actuellement de façon beaucoup plus importante aux réductions projetées pour le secteur.<sup>28</sup> Ce fait souligne le rôle actif que peuvent jouer les provinces dans la diminution de la pollution causée par la production d'électricité.

Il existe beaucoup de moyens d'utiliser des règlements pour améliorer la performance environnementale de l'extraction non classique du pétrole, comme les sables bitumineux, et du gaz; par exemple, on peut limiter la production de résidus et le brûlage du gaz à la torche, réduire la production de déchets de procédé gazeux, fixer un prix pour ces émissions ou établir des limites absolues à la pollution.



## E. LA CRÉATION DE COLLECTIVITÉS OÙ IL FAIT BON VIVRE

Les signes les plus tangibles de la transition énergétique s'observent dans les rues et les quartiers du Canada. La planification intégrée de l'énergie à l'échelle communautaire peut améliorer l'efficacité de l'ensemble des services municipaux tout en réduisant les émissions de carbone. À l'aide de politiques avant-gardistes en matière d'utilisation du sol, de construction et de transport, les gouvernements peuvent créer des collectivités complètes, denses, qui s'adaptent facilement au changement et où il fait bon vivre, des collectivités plus concurrentielles

au sein de la nouvelle économie énergétique. Pour y arriver, il faut planifier en fonction des besoins des usagers du transport en commun, des cyclistes et des piétons, renforcer les codes du bâtiment, établir des objectifs et offrir de l'aide financière pour les améliorations énergétiques, mettre en œuvre des stratégies d'agriculture urbaine, utiliser des combustibles renouvelables, et financer et promouvoir activement la mobilité durable.

## F. L'ACCENT SUR LE TRANSPORT

Le Canada est un énorme territoire, et le transport est à l'origine d'environ 27 % de nos émissions de gaz à

effet de serre. À mesure que le Canada réduira ses émissions de carbone, de nouvelles occasions se présenteront du côté du transport propre et efficace des personnes et des marchandises par voie terrestre ou maritime.

À l'aide d'une planification avant-gardiste du territoire, les villes peuvent être densifiées et prévues en fonction de moyens de transport durables comme le transport en commun et la bicyclette. Des véhicules électriques, alimentés par des ressources renouvelables et propres, privés ou partagés, seront utiles à beaucoup de gens, particulièrement aux résidents de





collectivités non desservies par le transport en commun. L'élaboration de politiques de soutien pourrait pousser le gouvernement et l'industrie à investir dans la recherche et le développement de moyens de transport écologiques. Nous espérons qu'un jour, toutes les technologies de transport terrestre carburent à l'électricité ou aux biocombustibles non polluants, mais pour l'heure, le gouvernement peut stimuler l'innovation en intégrant graduellement, catégorie par catégorie, des normes relatives au rendement du carburant.

En outre, il y a beaucoup de

débouchés pour les biocombustibles fabriqués à partir de biomasse produite au Canada, lesquels pourraient servir au transport interurbain de marchandise, voire au transport aérien. Des trains à grande vitesse pourraient relier les grands centres urbains le long de couloirs achalandés comme Québec-Toronto et Edmonton-Calgary.

La TRNEE a récemment déterminé que les véhicules écoénergétiques à faibles émissions de carbone, qui comprennent tous les types de véhicules servant au transport de personnes ou de marchandises, représentaient un secteur à fort

potentiel de croissance pour la production nationale. L'adoption de politiques permettrait de saisir cette occasion.

## 6. LE FINANCEMENT DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Pour que le Canada profite réellement des bienfaits de la transition énergétique, d'importants investissements publics devront être faits. Le Canada devrait employer ses abondantes ressources naturelles, qui appartiennent à tous les Canadiens, pour assurer sa prospérité dans un monde où les économies dominantes auront grandement réduit leur



dépendance envers le pétrole.

La pollution entraîne des coûts réels dans nos vies, mais la plupart des pollueurs n'ont rien à payer pour les déchets qu'ils rejettent dans notre atmosphère. La fixation d'un prix approprié pour la pollution ou la perception de redevances sur le pétrole pourrait contribuer au financement de la transition énergétique nécessaire au Canada, tout en servant les intérêts de la population. La fixation d'un prix pour le carbone, une stratégie déjà adoptée en Colombie-Britannique et en Alberta, représente un instrument politique très efficace pour favoriser la réduction de la pollution responsable des changements climatiques et la transition progressive vers des modes plus propres de production de carburant et d'électricité.

Les provinces et les territoires du Canada doivent adopter des politiques visant à fixer un prix pour le carbone ou renforcer celles qui sont déjà en place afin de protéger les Canadiens les plus vulnérables et de favoriser le réinvestissement d'une partie des revenus générés par le prix du carbone dans les infrastructures à faibles émissions de carbone et les améliorations énergétiques.

Le Canada devrait aussi éliminer le soutien public, les subventions et les allègements fiscaux inutiles offerts aux secteurs pétrolier et gazier pour financer plutôt la production d'énergie propre et renouvelable ainsi que l'innovation en la matière.



# 4. CONCLUSION : UN PROJET D'ACCORD SUR L'ÉNERGIE PROPRE



La définition d'une stratégie énergétique englobant les objectifs, les priorités et les principes énoncés ci-dessus constituerait probablement un moyen efficace d'accélérer l'incontournable transition vers une économie sobre en carbone.

Au lieu d'adopter une approche « descendante », le gouvernement fédéral et les administrations provinciales et autochtones devraient peut-être commencer par signer une entente de principe, une sorte d'accord sur les énergies non polluantes.

Ainsi, avec le concours du secteur privé, des travailleurs, des administrations municipales et des organisations de la société civile, cet accord permettrait aux provinces, aux territoires et aux régions de

cerner leurs ressources et leurs atouts respectifs et d'en tirer parti en vue de renforcer, de diversifier et de transformer leur économie. En collaborant de façon plus efficace, les régions serviraient les intérêts du pays et contribueraient à bâtir un Canada plus fort.

Ces objectifs sont certes nobles, mais il ne sera pas facile de composer avec les nombreux intérêts politiques et économiques en jeu. Cette coopération et cette coordination des efforts seront malgré tout essentielles à notre réussite.

Bien entendu, il est peu probable que nous arrivions à apporter les changements nécessaires pour rendre le pays concurrentiel si chaque gouvernement ne se sent pas partie prenante des efforts concertés. Nous

pouvons et devons saisir une plus grande part des occasions d'emploi et des débouchés qu'apportera la transition énergétique. Nous pouvons aussi donner suite à nos engagements internationaux en matière de réduction des émissions.

Le pays est prêt, mais le temps joue contre nous. Il sera donc important de bien faire les choses.

---

**LE PAYS EST PRÊT,  
MAIS LE TEMPS JOUE  
CONTRE NOUS.**

---

# NOTES EN FIN DE TEXTE

1. "A New Energy Vision for Canada," Tides Canada Energy Initiative, March 2011. Available at <http://www.tidescanada.org/energy/newenergy>
2. "Energy is Increasingly a National Issue, Poll Reveals," *Alberta Oil*, May 1, 2012. Available at <http://www.albertaoilmagazine.com/2012/05/an-exclusive-national-survey-shows-energy-matters-to-canadians/>
3. "We Rise Together or We Fall Together," excerpt from an address by Premier Alison Redford to the Economic Club of Canada, *Policy Options*, February 2012. Available at <http://www.earnscliffe.ca/insights/wp-content/uploads/Premier-Redford-We-Rise-Together-or-We-Fall-Together.pdf>
4. "Shaping Alberta's Future: Report of the Premier's Council for Economic Strategy," *Report of the Premier's Council for Economic Strategy*. Available at [http://alberta.ca/acn/201105/RPCES\\_ShapingABFuture\\_Report\\_web2.pdf](http://alberta.ca/acn/201105/RPCES_ShapingABFuture_Report_web2.pdf)
5. "Renewable power trumps fossil fuels for first time," Bloomberg News, Los Angeles Times, November 25, 2011. Available at <http://articles.latimes.com/2011/nov/25/business/la-fi-renewables-20111125>.
6. Analytica Advisors, "Spotlight on Cleantech No. 3," January 2012.
7. *Renewables 2011 Global Status Report*. Available at: [http://bit.ly/REN21\\_GSR2011](http://bit.ly/REN21_GSR2011)
8. The Solar Foundation. National Solar Jobs Census 2011. Available at <http://thesolarfoundation.org/research/national-solar-jobs-census-2011>
9. "China to Spend \$27 Billion on Energy Efficiency and Renewables," *The Guardian*, May 25, 2012. Available at <http://www.guardian.co.uk/environment/2012/may/25/china-renewable-energy-carbon-emissions>
10. "Transportation and the New Generation: Why Young People Are Driving Less and What It Means for Transportation Policy," Benjamin Davis and Tony Dutzik, Frontier Group; Phineas Baxandall, U.S. PIRG Education Fund, March 2012. Available at <http://www.frontiergroup.org/reports/fg/transportation-and-new-generation>
11. See analysis in "Driving Drops Again, but What's the Big Picture?" Adie Tomer, *The New Republic*, December 12, 2011. Available at <http://www.tnr.com/blog/the-avenue/98415/driving-drops-again-what%E2%80%99s-the-big-picture>
12. Clean Energy Patent Growth Index, 3rd Quarter 2011, Heslin Rothenberg Farley & Mesiti P.C. Available at <http://www.cleanenergypatentgrowthindex.com/>
13. "EU will exceed renewable energy goal of 20 percent by 2020," European Wind Energy Association, Analysis of 27 National Renewable Energy Action Plans, submitted by the EU Member States to the European Commission, February 6, 2012. Available at <http://www.ewea.org>.
14. "Clean Energy Investment May Double To \$395 Billion By 2020," Louise Downing, *Bloomberg News*, November 16, 2011. Available at <http://www.bloomberg.com/news/2011-11-16/clean-energy-investment-may-double-to-395-billion-by-2020.html>
15. Canadian Clean Technology Coalition, The 2011 Canadian Clean Technology Industry Report. Available at <http://www.analytica-advisors.com/download-2011-highlights>
16. "Planning for Prosperity: Building Canada's Low-Carbon Growth Plan," National Round Table on the Environment and the Economy and the Canada West Foundation, December 2011. Available at <http://nrtee-trnee.ca/wp-content/uploads/2011/12/CP6-Western-Discussion-Paper-eng.pdf>
17. "Sizing the Clean Economy: A National and Regional Green Jobs Assessment," The Brookings Institution, 2011. Available at <http://www.brookings.edu/events/2011/07/13-clean-economy>
18. "Building the Clean Energy Assembly Line," BlueGreen Alliance, 2009. Available at <http://www.bluegreenalliance.org/news/publications/building-a-clean-energy-assembly-line>
19. Daniel Kammen, Kamal Kapadia, and Matthias Fripp, "Putting Renewables to Work: How Many Jobs Can the Clean Energy Industry Create?" UC Berkeley: Renewable and Appropriate Energy Laboratory (RAEL), April 2004 (updated January 2006). Available at <http://rael.berkeley.edu/files/2004/Kammen-Renewable-Jobs-2004.pdf>

# NOTES EN FIN DE TEXTE

20. "Paying the Price: The Economic Impacts of Climate Change for Canada," National Round Table on the Environment and the Economy, September 2011. Available at <http://nrtee-trnee.ca/wp-content/uploads/2011/09/paying-the-price.pdf>.
21. "Tracking Clean Energy Progress: Energy Technology Perspectives 2012," International Energy Agency, April 2012. Available at [http://www.cleanenergyministerial.org/pdfs/Tracking\\_Clean\\_Energy\\_Progress.pdf](http://www.cleanenergyministerial.org/pdfs/Tracking_Clean_Energy_Progress.pdf).
22. "World Energy Outlook 2011," International Energy Agency, November 2011. Available at <http://www.worldenergyoutlook.org>.
23. "Saudi Arabia Launches Massive Renewable Program with Hybrid FITs," Paul Gipe, Wind Works, <http://www.wind-works.org/FeedLaws/Saudi%20Arabia/SaudiArabiaLaunchesMassiveRenewableProgramwithHybridFITs.html>
24. Government Pension Fund Global, Norges Bank Investment Management. Available at <http://www.nbim.no/en/About-us/Government-Pension-Fund-Global/>
25. Market Value, Norges Bank Investment Management. Available at <http://www.nbim.no/en/Investments/Market-Value/>
26. "Chinese and U.S. Experts Work Together to Draw a Low-Carbon Development Blueprint," Li Yang, Greenlaw China, Natural Resources Defense Council, September 11, 2010. Available at <http://www.greenlawchina.org/tag/low-carbon-development-zone/>
27. À ce stade, plusieurs pays, dont le Canada, ont convenu de prendre des mesures pour limiter le réchauffement climatique de la surface du globe à 2°C au-dessus des températures de la période pré-industrielle. Cet objectif, nous le savons, est de nature essentiellement politique. Or, les objectifs devraient être déterminés par la science, et non pas la politique. Nous avons espoir que l'engagement du monde envers cet objectif sera renforcé pour refléter la certitude de plus en plus grandissante que nous donne la science quant à l'impact des changements climatiques.
28. "Pembina Institute Comments on Canada's Proposed Reduction of Carbon Dioxide from Coal-fired Generation of Electricity Regulations," The Pembina Institute, October 26, 2011. Available at <http://www.pembina.org/pub/2280>.

## CREDITS

Tous droits réservés 2012 Tides Canada Energy Initiative.

Conception et production : Department of Public Image

[www.departmentofpublicimage.com](http://www.departmentofpublicimage.com)



[WWW.ÉNERGIEPROPRECANADA.ORG](http://WWW.ÉNERGIEPROPRECANADA.ORG)



**TIDES**canada